



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général de la défense
et de la sécurité nationale**

Cahier des clauses administratives particulières n° 2024-03 du 15 mai 2025

Marché public de prestations intellectuelles

Pouvoir adjudicateur contractant :

L'Etat – Services du Premier ministre

**Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN)
51 bd de La Tour-Maubourg - 75700 Paris 07 SP**

Service bénéficiaire :

**Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN)
51 bd de La Tour-Maubourg - 75700 Paris 07 SP**

Objet du marché :

Marché de conception graphique de supports de communication destinés à l'impression, hors prestations graphiques numériques, au bénéfice du Secrétariat générale de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN).

Sommaire

Article 1 - Objet du marché - dispositions générales.....	5
1.1 Objet du marché.....	5
1.2 Allotissement.....	5
1.3 Durée du marché et délai d'exécution du marché.....	5
1.4 Pièces contractuelles.....	5
1.5 Forme des notifications et information.....	6
1.6 Modification du marché – Clauses de réexamen.....	6
Article 2 - Qualification juridique du marché	7
Article 3 - Modalités pratiques d'exécution du marché	7
3.1 Exécution générale du marché.....	7
3.1.1 Représentants des parties contractantes	7
3.1.2 Obligation de résultat.....	7
3.2 Désignation des prestations.....	8
3.3 Délais et modalités de réalisation et de livraison	8
3.4 Prolongation de délais et sursis de livraison, de mise à disposition	8
3.5 Pénalités	8
3.5.1 Pénalités générales pour retard dans la fourniture des prestations.....	8
3.5.2 Pénalités spécifiques pour non-respect de l'article 7 du CCTP.....	9
3.5.3 Sanction pécuniaire pour non-respect de l'article 7 du CCTP, après expiration du marché.....	9
3.6 Conditions de livraison, de mise à disposition.....	9
3.7 Opérations de vérification.....	10
3.7.1 Dispositions générales.....	10
3.7.2 Détail des opérations de vérification.....	10
3.8 Décisions après vérifications.....	10
Article 4 - Modalités financières du marché	12
4.1 Modalités de détermination des prix.....	12

4.1.1 Contenu des prix.....	12
4.1.2 Prix de règlement.....	12
4.2 Règlement.....	13
4.2.1 Avance.....	13
4.2.2 Acomptes.....	14
4.2.3 Paiements partiels définitifs.....	14
4.2.4 Solde.....	14
4.2.5 Modalités de facturation.....	14
4.2.6 Acceptation de la demande de paiement.....	16
4.2.7 Modalités de règlement.....	16
Article 5 - Autres clauses administratives.....	17
5.1 Changements dans la situation du titulaire.....	17
5.2 Sous-traitance.....	18
5.3 Protection de la main d'œuvre et conditions du travail.....	18
5.4 Assurances et garanties légales.....	18
5.4.1 Dispositions générales relatives aux assurances et garanties légales.....	18
5.4.2 Dispositions spécifiques relatives à l'obsolescence.....	19
5.5 Responsabilité.....	19
5.5.1 Responsabilité du titulaire.....	19
5.5.2 Responsabilité du pouvoir adjudicateur.....	20
5.6 Litiges.....	20
5.7 Résiliation du marché.....	20
5.8 Nantissement.....	21
Article 6 - Mesures de confidentialité, de protection des données à caractère personnel (RGPD), de sécurité et de protection du secret.....	21
6.1 Obligation de confidentialité.....	21
6.2 Protection des données à caractère personnel.....	22
6.3 Mesures de sécurité et protection du secret.....	22
Article 7 - Droit – langue.....	23
Article 8 - Dispositions relatives au droit de propriété intellectuelle.....	23
Article 9 - Clause environnementale et Bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES).....	24
9.1 Clause environnementale.....	24

9.2 Bilan des Émissions de Gaz à Effet de Serre (BEGE).....	25
Article 10 - Clause sociale Facultative - Action de formation sous statut scolaire au bénéfice de jeunes en situation de décrochage scolaire	25
10.1 Conformément à son offre, le titulaire peut réaliser une action en faveur d'un jeune en situation de décrochage scolaire	25
10.2 Exécution de la clause sociale pendant la durée du marché et à l'issue du parcours	26
10.3 Contrôle et évaluation de l'action de formation	27
Article 11 - Respect des standards d'accessibilité de la communication de l'État	27
Article 12 - Liste récapitulative des dérogations au CCAG-PI.....	28

Article 1 - Objet du marché - dispositions générales

1.1 Objet du marché

Le marché, a pour objet la **conception graphique de supports de communication destinés à l'impression, hors prestations graphiques numérique**, au bénéfice du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN).

Le numéro de référence de la nomenclature CPV est le 79822500-7 : Service de conception graphique (code GM 39.02.04 – Services externalisés de reprographie).

Les spécifications techniques attendues au titre du présent marché sont précisées dans le cahier des clauses techniques particulières n° 2024-03 du 15 mai 2025 » (dénommé CCTP dans le reste du document).

1.2 Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti du fait de la nature même du besoin qui nécessite une homogénéité des interventions, des biens et services attendus.

1.3 Durée du marché et délai d'exécution du marché

Le marché est passé pour une ***durée ferme de vingt-quatre (24) mois***, à compter de sa notification. Il est tacitement reconductible par deux périodes de douze (12) mois chacune, sans que la durée totale du marché n'excède quarante-huit (48) mois.

Le marché s'exécute par l'émission de bons de commande qui doivent être émis pendant la durée du marché ; de plus, le délai d'exécution du bon de commande débute à compter de sa notification au titulaire, pour la durée fixée dans celui-ci. Enfin, son exécution ne pourra pas aller au-delà de trois (3) mois, après la fin dudit marché.

La durée totale d'exécution du marché ne prend pas en compte les éventuelles opérations de vérifications, qui ne peuvent prendre plus d'un (1) mois. De plus, la communication des derniers livrables doit se faire, au plus tard, dans les trois (3) mois après la fin du marché.

En cas de réunion de lancement, elle se tiendra dans un délai maximum de trente (30) jours calendaires à compter de la notification du marché. Elle sera déclenchée par courriel de l'acheteur, cinq jours ouvrés avant la date de cette réunion. Elle fera l'objet d'un compte-rendu de la part du titulaire et sera soumis à la validation du représentant technique du pouvoir adjudicateur.

1.4 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) du marché ;

- L'annexe n° 1 à l'acte d'engagement dénommée « Bordereau des prix unitaires – BPU » (Annexe 1_BPU) ;
- L'annexe n° 2 à l'acte d'engagement dénommée « description de la solution technique et financière – mémoire technique » (Annexe 2 – MT) ;
- L'annexe n° 3 à l'acte d'engagement dénommée « Charte graphique de l'ANSSI » (Annexe 3 – C. Graph.) ;
- L'annexe n° 3A à l'acte d'engagement dénommée « Bloc marque République Française » (Annexe 3A – Bloc-RF) ;
- L'annexe n° 3B à l'acte d'engagement dénommée « Bloc logotype » (Annexe 3B – Bloc-Logo.) ;
- L'annexe n° 4 à l'acte d'engagement, annexe « sociale » (*facultative*) dénommée « Fiche entreprise_Parcours jeune en décrochage scolaire » ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières n° 2024-03 du 15 mai 2025 (dénommé CCAP dans le présent document) dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières n° 2024-03 du 15 mai 2025 (dénommé CCTP dans le présent document) dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par arrêté du 30 mars 2021, dénommé CCAG-PI dans sa version en vigueur à la date de remise de l'offre.

1.5 Forme des notifications et information

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, est faite :

- Soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- Soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques ;
- Soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Cette notification peut être faite à l'adresse du titulaire mentionnée à l'acte d'engagement du marché ou, à défaut, à son siège social.

1.6 Modification du marché – Clauses de réexamen

Conformément aux dispositions des articles L. 2194-1 à L. 2194-3 et R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique et 25 du CCAG-PI : toute modification aux dispositions du marché est possible à condition de faire

l'objet d'un accord écrit entre les deux parties, dans le respect des dispositions légales susmentionnées.

Article 2 - Qualification juridique du marché

Il s'agit d'un marché public conclu en application des dispositions de l'article R. 2124-2, 1° du code de la commande publique, relatif aux appels d'offres ouverts.

Ce marché est passé sous la forme d'un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande, conformément à l'article R. 2162-2, deuxième paragraphe, du Code de la commande publique.

L'exécution des bons de commande, de cet accord-cadre, se réalise sur la base d'un bordereau de prix unitaires (BPU).

Article 3 - Modalités pratiques d'exécution du marché

3.1 Exécution générale du marché

3.1.1 Représentants des parties contractantes

Le secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale, ou toute personne ayant reçu délégation de signature dans la limite de ses attributions, désignés ci-après comme le représentant légal du pouvoir adjudicateur, sont seules habilitées à traiter des questions liées à l'exécution administrative du marché.

Cependant, dans le cadre de l'exécution technique du marché, le pouvoir adjudicateur sera représenté par un agent de l'entité bénéficiaire, désigné comme le représentant technique.

De même, le titulaire désignera, dès la notification du marché, un interlocuteur unique pour le suivi et l'exécution du marché, ainsi qu'un suppléant, afin de garantir une continuité du service (permanence, unité et niveau constant de compétence et de disponibilité, de représentativité du titulaire) auprès de l'autre partie au marché, désigné ci-après comme le chef de projet pour piloter les prestations du marché.

3.1.2 Obligation de résultat

La réalisation du marché s'appuie sur les compétences et le savoir-faire du titulaire. Le titulaire assume la direction et la réalisation des prestations objets du marché et met en œuvre les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Le marché est assorti d'une **obligation de résultat**. Pendant toute la durée d'exécution du marché et en sa qualité de professionnel, le titulaire s'oblige :

- à garantir des résultats conformes aux prestations attendues, qui sont matérialisées dans les documents particuliers du marché ;
- à faire le nécessaire pour que le pouvoir adjudicateur (et ses représentants) bénéficie, en temps utile, des informations qui sont

susceptibles de l'intéresser et, notamment, de signaler au pouvoir adjudicateur tous les éléments, imprécisions ou incohérences qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;

- à effectuer ses prestations avec toute la diligence, la célérité, la réactivité et la discrétion qu'elles imposent ;
- à effectuer ses prestations dans les règles de l'art.

3.2 Désignation des prestations

Le contenu et la qualité des prestations attendues sont détaillés dans le CCTP et le BPU.

De plus, les prestations doivent être conformes aux prescriptions des normes françaises homologuées ou, à défaut de normes françaises applicables, être conformes aux normes européennes ou internationales applicables en l'espèce.

3.3 Délais et modalités de réalisation et de livraison

Les différents délais et modalités seront conformes aux dispositions du CCTP, du BPU et des annexes à l'acte d'engagement.

3.4 Prolongation de délais et sursis de livraison, de mise à disposition

Les dispositions régissant l'octroi de prolongation de délai ou de sursis de livraison, de mise à disposition sont précisées aux articles 13 et 21 du CCAG-PI. L'autorité habilitée à octroyer les prolongations de délai, les sursis de livraison et les exonérations de pénalités est le représentant légal du pouvoir adjudicateur.

3.5 Pénalités

Par dérogations à l'article 14 du CCAG-PI il sera fait application des prescriptions suivantes :

3.5.1 Pénalités générales pour retard dans la fourniture des prestations

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations, défini à l'article 3.3 du présent CCAP, est expiré, sous réserve des stipulations de l'article 3.4 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 2\,000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du

champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CAG-PI, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas trois-cents euros hors taxes (300 € HT) pour l'ensemble du marché.

Le décompte de pénalités sera notifié au titulaire au plus tard lors du règlement du solde du marché.

Le titulaire est admis à présenter ses observations au pouvoir adjudicateur dans un délai de deux (2) semaines à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

3.5.2 Pénalités spécifiques pour non-respect de l'article 7 du CCTP

En cas de manquement du titulaire à ces obligations mentionnées à l'article 7 du CCTP, concernant les « droits d'utilisation et achat d'art », et/ou en cas de poursuites juridictionnelles contre les bénéficiaires en la matière, le titulaire sera seul responsable ; ce qui implique que si le versement pécuniaire, en réparation d'un préjudice subit (en l'espèce) par un tiers était prononcé contre l'Administration alors, il appartiendra au titulaire de payer ce ou ces montants.

De plus, l'Administration se réserve le droit, dans ce cas, d'appliquer au titulaire les pénalités suivantes :

- En cas de recours, non juridictionnel, contre l'Administration, le titulaire devra verser au SGDSN la somme correspondant à trois-pour-cent (3%) du montant du marché déjà exécuté ;
- En cas de recours, juridictionnel, contre l'Administration, le titulaire devra verser au SGDSN la somme correspondant à cinq-pour-cent (5%) du montant du marché déjà exécuté.

3.5.3 Sanction pécuniaire pour non-respect de l'article 7 du CCTP, après expiration du marché

En cas de recours juridictionnel contre l'Administration, dans les cinq (5) années après la fin de ce marché, l'Administration se réserve le droit de se retourner contre le titulaire qui devra alors lui rembourser toutes les sommes demandées à l'Administration pour non-respect des dispositions mentionnées à l'article 7 du CCTP. Ainsi que la somme correspondant à sept-pour-cent (7%) du montant final du marché exécuté.

3.6 Conditions de livraison, de mise à disposition

Les différents livrables seront transmis de préférence par voie dématérialisée, au bénéficiaire mentionné à l'article 3.1.1 de ce CCAP.

En cas de livraisons d'un bien (clé USB, impressions papier, matériel, etc.), **elles doivent être adressées au bénéficiaire à l'adresse suivante : 51, boulevard de la Tour-Maubourg – 75700 Paris 07 SP**. Elles seront réceptionnées par le représentant technique du pouvoir adjudicateur, de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30, les jours ouvrables.

Toute modification de cette adresse s'effectuera soit par le biais d'une simple correspondance du pouvoir adjudicateur envoyée par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception ; soit par simple mention dans le bon de commande.

3.7 Opérations de vérification

3.7.1 Dispositions générales

Les prestations du marché sont soumises à des **vérifications quantitatives et qualitatives**, destinées à constater que les fournitures livrées et les prestations exécutées au titre de ce marché répondent aux stipulations de celui-ci.

Les opérations de vérification et de surveillance seront réalisées par le représentant technique du pouvoir adjudicateur tel que défini à l'article 3.1.1 du présent CCAP et consignées dans un **procès-verbal de constatation des opérations de vérification** mentionnant s'il y a lieu les réserves du titulaire.

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du pouvoir adjudicateur pour les opérations qui, conformément aux stipulations du marché, doivent être exécutées dans ses propres locaux. Ils sont à la charge du titulaire dans les autres cas.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, le délai maximum imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder aux opérations de vérification des prestations du marché est **d'un (1) mois calendaire** à compter de la date de livraison des prestations.

3.7.2 Détail des opérations de vérification

Ces opérations de vérification nécessaires à l'admission des prestations porteront plus particulièrement sur leur conformité :

- Aux exigences mentionnées dans le CCTP ;
- Aux exigences prévues au BPU ;
- Aux exigences en annexe n° 2 à l'acte d'engagement « description de la solution technique et financière – mémoire technique » (Annexe 2 – MT) ;
- Au respect, plus particulièrement, de la Charte graphique de l'ANSSI, en annexe 3, 3A et 3B.

3.8 Décisions après vérifications

A l'issue de la période de vérification et sur le vu des opérations de vérification, le représentant légal du pouvoir adjudicateur prononcera :

- **l'admission des prestations** sous la forme d'un procès-verbal d'admission des prestations, si celles-ci répondent aux stipulations du marché. La réception prend effet à la date de notification de la décision de réception au titulaire.
- **l'ajournement des prestations.** Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur, les prestations mises au point, **dans un délai de quinze (15) jours calendaires**. Par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG-PI, le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées ci-après, dans un délai de quinze (15) jours courant à partir de la notification du refus du titulaire ou à partir de l'expiration du délai de cinq (5) jours ci-dessus mentionné. Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de quinze (15) jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

- **l'admission avec réfaction.** Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il en prononce l'admission avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze (15) jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze (15) jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

- **le rejet des prestations.** Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché. Le titulaire dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les

éventuelles fournitures livrées au titre des prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire. Lorsque la mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures ou matériaux remis par le pouvoir adjudicateur, et entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations du marché, le pouvoir adjudicateur ne peut prendre une décision d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet, par dérogation à l'article 29.4.3 du CCAG-PI :

- si le titulaire a, dans un délai de quinze (15) jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé le pouvoir adjudicateur des défauts des approvisionnements, matériels ou équipements remis, réserves faites des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose ;
- et que le pouvoir adjudicateur a décidé que les approvisionnements, matériels ou équipements devaient néanmoins être utilisés et a notifié sa décision au titulaire.

Article 4 - Modalités financières du marché

4.1 Modalités de détermination des prix

4.1.1 Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Dans le cas d'éventuels déplacements et d'hébergements du titulaire, les frais seront pris en charge par l'Administration, uniquement dans les cas de réunions internationales (hors France métropolitaine) dans des conditions identiques à ceux des agents du SGDSN, et dans le respect des dispositions de l'arrêté du 12 avril 2021 fixant les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des agents au sein des services et autorités budgétairement rattachés au Premier ministre, et du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

4.1.2 Prix de règlement

L'ensemble des prix du marché est indiqué dans le BPU.

4.1.2.1 Prix de règlement des prestations s'exécutant via l'émission de bons de commande pour les deux premières années d'exécution du marché

Les prix du marché indiqués dans le bordereau des prix unitaires (BPU), sont **unitaires, fermes, non actualisable ni révisables**.

Ils sont établis hors taxes et seront majorés du taux de TVA en vigueur à la date de facturation des prestations.

Ils sont réputés établis aux conditions économiques du mois de la remise de l'offre par le titulaire, appelé mois « zéro ».

4.1.2.2 Prix de règlement des prestations s'exécutant via l'émission de bons de commande pour les éventuelles deux (2) autres années d'exécution, après les deux premières années d'exécution du marché

Conformément à l'article 1.3 du présent CCAP, ce marché est tacitement reconductible par deux périodes de douze (12) mois chacune, sans que la durée totale du marché n'excède quarante-huit (48) mois.

Pour ces deux périodes de douze (12) mois chacune, les prix du marché indiqués dans le bordereau des prix unitaires (BPU) sont **unitaires et révisables**.

Ils sont établis hors taxes et seront majorés du taux de TVA en vigueur à la date de facturation des prestations.

Ils sont établis aux conditions économiques du mois de la remise de l'offre par le titulaire, appelé mois « zéro », et pourront sur demande expresse du titulaire, formulée dans une période allant de un (1) à deux (2) mois avant la date anniversaire de notification du marché, être révisés à cette date anniversaire de notification du marché par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0,5 \times (\text{Syntec1}/\text{Syntec0})]$$

dans laquelle :

P = prix unitaire révisé ;

P₀ = prix unitaire initial ;

Syntec désigne l'indice du syndicat des sociétés d'études et de conseil ;

Syntec1 = l'indice du syndicat des sociétés d'études et de conseil au mois d'effet de la révision moins trois (3) mois ;

Syntec0 = l'indice du syndicat des sociétés d'études et de conseil au mois d'établissement des prix moins trois (3) mois.

Clause de sauvegarde : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rejeter tout nouveau prix proposé par le titulaire et de résilier le marché sans indemnité si la révision sur le prix initial excède 10% d'augmentation.

4.2 Règlement

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du marché selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions fixées par les articles suivants.

4.2.1 Avance

Conformément aux dispositions des articles L. 2191-2, L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-19 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire du marché lorsque le montant initial du marché ou du bon de commande est supérieur à cinquante mille euros hors taxes (50.000,00 € HT) et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à un paiement direct.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Le montant de l'avance est fixé, conformément aux dispositions de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique et R. 2193-10 du code de la commande publique :

- à 20 % du montant initial du marché, toutes taxes comprises, si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois ;
- à 20 % d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché, toutes taxes comprises, divisée par la durée du marché exprimée en mois, si celle-ci est supérieure à douze mois.

Si le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 30 %.

L'avance sera versée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de notification du marché.

4.2.2 Acomptes

Il sera fait application des dispositions des articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du code de la commande publique.

4.2.3 Paiements partiels définitifs

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-26 du code de la commande publique, il pourra être procédé sur demande du titulaire, et sur le vu du procès-verbal d'admission des prestations, à un règlement partiel définitif correspondant au montant des prestations réalisées.

4.2.4 Solde

Le règlement du solde du marché s'effectuera après la décision définitive d'admission des prestations prononcée par le représentant légal du pouvoir adjudicateur conformément aux dispositions de l'article 3.8 du présent CCAP.

Si, après avoir été mis en demeure de le faire, le titulaire du marché ne produit pas sa demande de paiement dans un délai de quarante-cinq (45) jours courant à compter de l'admission des prestations, le pouvoir adjudicateur peut procéder d'office à la liquidation, sur la base d'un décompte établi par ses soins. Ce décompte est notifié au titulaire.

4.2.5 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur facture émise par le titulaire et après la certification du service fait par le pouvoir adjudicateur. Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro d'engagement juridique Chorus correspondant au numéro du marché mentionné en première page de l'acte d'engagement ;
- La date et le numéro de la facture ;
- La dénomination sociale et l'adresse du titulaire ;
- Le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Les références du compte bancaire mentionné sur l'acte d'engagement ;
- Le détail des prestations exécutées ;
- Le détail des prix, forfaitaires ou unitaires ;
- Le montant HT et TTC ;
- Le taux et le montant de TVA.

Conformément aux articles L. 2192-1 et s. et D. 2192-1 et s. du code de la commande publique relatifs à la facturation électronique, le titulaire ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct transmettront leurs factures sous forme électronique.

Transmission électronique

Conformément à la loi de Modernisation de l'Economie (LME) n° 2008-776 du 4 août 2008, la personne publique accepte les factures émises sous forme dématérialisée. Les factures comprennent :

- Les mentions obligatoires devant figurer sur les factures conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts ;
- Le numéro d'engagement juridique Chorus correspondant au numéro du marché ;
- Le numéro d'identification du service en charge de l'exécution du paiement : le numéro du service facturier **FAC9510075**.

La transmission des factures s'effectue selon l'une des deux procédures autorisées suivantes :

- 1) Adresser ses factures au concentrateur par EDI :
 - a. En les adressant directement au concentrateur de factures de la personne publique ;
 - b. En demandant à un opérateur de dématérialisation de son choix une prestation de dématérialisation de ses factures, charge à cet opérateur de se raccorder au concentrateur et de transmettre les factures à ce dernier.

2) Utiliser le portail Chorus Factures accessible par internet à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr> :

- a. En déposant ses factures ;
- b. En saisissant en ligne ses factures sur le portail.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, **le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse suivante** : <https://chorus-pro.gouv.fr> ; rubriques « aide » ou « en savoir plus ». Pour tout renseignement, le titulaire pourra se diriger vers la rubrique « nous contacter » : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm?id=aife_contact

Afin de garantir l'intégrité et la pérennité de leur contenu, les factures doivent respecter le formalisme préconisé par les articles L. 2192-5 et D. 2192-2 du code de la commande publique.

4.2.6 Acceptation de la demande de paiement

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au titulaire.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

4.2.7 Modalités de règlement

Aucun paiement n'est exigible tant que la procédure de vérification permettant de certifier la conformité des fournitures ou des services prévue aux articles 3.7 et 3.8 du présent CCAP n'est pas achevée.

Le délai de paiement est fixé à **trente (30) jours** à compter de :

- la date de notification du marché pour l'avance éventuelle ;
- la date d'acceptation des vérifications des prestations et de réception des justificatifs pour les acomptes ou, pour le solde, la date à laquelle l'admission des prestations a été prononcée par le représentant légal du pouvoir adjudicateur lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement ;
- la date de réception de la demande de paiement accompagnée des justificatifs nécessaires pour les acomptes, si elle est postérieure ou égale

à la date d'acceptation des vérifications des prestations pour les acomptes ou la date d'admission des prestations pour le solde prononcée par le représentant légal du pouvoir adjudicateur.

Le délai de paiement ne peut être suspendu qu'une fois par le pouvoir adjudicateur, s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

La suspension du délai de paiement fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons imputables au titulaire qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

À compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement est ouvert. Il est de trente (30) jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de la suspension si ce solde est supérieur à trente (30) jours.

Dans la mesure où le titulaire a rempli ses obligations contractuelles et légales, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, à moins qu'il soit responsable du retard, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

Article 5 - Autres clauses administratives

5.1 Changements dans la situation du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;

- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à la domiciliation de ses paiements ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché (redressement, sauvegarde, liquidation, etc.).

Le non-respect de ces dispositions par le titulaire entraînera la suspension du délai réglementaire de paiement.

5.2 Sous-traitance

Conformément aux dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique, le titulaire du marché peut, dans les conditions prévues aux articles L. 2193-1 à L. 2193-12 du code de la commande publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions prévues aux articles R 2193-1 à R. 2193-9 du code de la commande publique.

Le titulaire du marché, désirant recourir à la sous-traitance, dans le respect des conditions susmentionnées, pourra utiliser le document nommé « **DC4** », joint aux documents de consultation de cette procédure. Ce « DC4 » devra être dûment complété et signé, puis communiqué au représentant légal du pouvoir adjudicateur, par tout moyen permettant de garantir date certaines de transmission.

5.3 Protection de la main d'œuvre et conditions du travail

Il sera fait application de l'article 6 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI).

5.4 Assurances et garanties légales

Il sera fait application de l'ensemble des dispositions des articles 9, 18 et 30 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) ; sous réserve des précisions mentionnées aux articles 5.4.1 et 5.4.2 *infra*.

5.4.1 Dispositions générales relatives aux assurances et garanties légales

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil. Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

5.4.2 Dispositions spécifiques relatives à l'obsolescence

Le titulaire s'engage à respecter, strictement, les garanties relatives à l'obsolescence.

Il est rappelé au titulaire que conformément aux dispositions de l'article L. 541-1, 2° du code de l'environnement : **le « consommateur » doit disposer d'une information concernant l'obsolescence des produits manufacturés** ; et comme précisé aux articles L. 441-1 et L. 441-2 du code de la consommation : il est interdit pour toute personne, partie ou non au contrat, de tromper ou tenter de tromper le contractant, par quelque moyen ou procédé que ce soit, même par l'intermédiaire d'un tiers (...) comme est interdite la pratique de l'obsolescence programmée qui se définit par le recours à des techniques, y compris logicielles, par lesquelles le responsable de la mise sur le marché d'un produit vise à en réduire délibérément la durée de vie.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché, aux frais et torts exclusifs du titulaire, en cas de non-respect de ces dispositions, relatives à l'obsolescence.

5.5 Responsabilité

5.5.1 Responsabilité du titulaire

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Dans le cas où des dommages matériels ou des dégradations seraient causés aux biens du pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution par le titulaire des prestations contractuelles ou du fait d'équipements appartenant au titulaire, ce dernier est tenu d'exécuter les réparations nécessaires. Si la réparation n'est

pas effectuée dans un délai qui lui sera fixé par tout moyen permettant de donner date certaine à cette demande, le pouvoir adjudicateur la fera immédiatement exécuter. Le montant de ces réparations, établi d'après les règles en usage et en la matière, sera retenu sur les sommes dues au titulaire.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les dommages et sinistres (corporels ou matériels) ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant aussi les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins (entre autres, et à titre d'exemple : une surpuissance d'ondes, non contractuelle, entraînant des dommages de type « électrosensible », conformément aux dispositions des articles L. 4453-1 et R. 4453-1 à R. 4453-5 du Code du travail).

5.5.2 Responsabilité du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est seul responsable des conséquences de l'utilisation qu'il fera de ces biens, sous réserve qu'elles ne résultent pas de la défaillance des prestations du titulaire.

L'admission des fournitures ou des matériels acquis par le pouvoir adjudicateur entraîne le transfert de leur propriété.

5.6 Litiges

Conformément à l'article 43 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Dans le cas où une solution amiable et équitable ne pourrait être trouvée, le litige sera soumis à la juridiction administrative française territorialement compétente :

Tribunal administratif de Paris – 7, rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01.44.59.44.00 – Télécopie : 01.44.59.46.46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr – Télérecours : <https://www.telerecours.fr>

5.7 Résiliation du marché

Il sera fait le cas échéant, application des articles 36 à 42 inclus du CCAG-PI, avec les précisions et compléments suivants :

- Pendant l'exécution du marché, en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du

travail, la résiliation du marché peut être prononcée aux torts du titulaire après mise en demeure préalable.

- En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

En complément de ces précisions : dans le cas où le titulaire serait dans l'impossibilité de remplacer un bien ou un service défaillant, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché pour faute du titulaire, sans que ce dernier ne puisse prétendre à une indemnité.

5.8 Nantissement

Conformément aux dispositions des articles R. 2191-46 à R. 2191-53 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur remettra au titulaire, à sa demande, soit une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, soit un certificat de cessibilité conforme à l'arrêté du 28 juillet 2020 fixant le modèle de certificat de cessibilité des créances issues de marchés publics.

Article 6 - Mesures de confidentialité, de protection des données à caractère personnel (RGPD), de sécurité et de protection du secret

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-PI sont remplacées par les dispositions suivantes.

Le titulaire n'aura à aucun moment à connaître, élaborer, manipuler, stocker ou acheminer d'informations classifiées au titre du secret de la défense nationale. Toutefois, l'exécution du marché peut nécessiter l'accès à des lieux classés en zone protégée ; les dispositions de l'instruction générale interministérielle (IGI) n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale, annexée à l'arrêté du 09 août 2021 portant approbation de celle-ci, s'appliqueront donc.

Le titulaire a l'obligation d'aviser ses éventuels sous-traitants de ce que les obligations énoncées aux articles 6, 6.1, 6.2 et 6.3 de ce CCAP leur sont également applicables et qu'il reste responsable du respect de celles-ci.

6.1 Obligation de confidentialité

Le titulaire ne peut être autorisé à communiquer sur le marché, ses modalités et son exécution qu'après validation expresse formulée par le représentant du pouvoir adjudicateur par écrit.

En l'absence du respect de cette obligation de confidentialité, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mettre fin au marché sans préavis.

Aucune donnée relative aux personnes et aux entités bénéficiaires ne pourra être conservée ni exploitée par le titulaire, en dehors du cadre de la bonne exécution des marchés existants.

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

6.2 Protection des données à caractère personnel

Conformément aux dispositions du règlement général sur la protection des données (RGPD) et plus particulièrement son article 28, chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'une modification du marché (avenant) par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par le marché.

Pour rappel : le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et qu'il reste responsable du respect de celles-ci.

6.3 Mesures de sécurité et protection du secret

Bien que les prestations du marché ne justifient à aucun stade la manipulation d'informations classifiées, l'attention du titulaire est tout de même attirée sur les dispositions prévues ci-après concernant les mesures de sécurité et de protection du secret.

Le titulaire reconnaît notamment avoir pris connaissance de l'instruction générale interministérielle (IGI) n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale approuvée par arrêté du 9 août 2021.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures nécessaires à la protection des informations sensibles, notamment à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du pouvoir adjudicateur, de tout élément connu dans le cadre du marché, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du marché.

Le titulaire qui reçoit une information sensible ou dont il aura pu avoir connaissance s'engage à en limiter la circulation et l'accès respectivement à son propre personnel, celui de ses sous-traitants et/ou fournisseurs pour lequel il est nécessaire de faire connaître cette information dans le cadre de l'exécution du marché et, dans ce cas, à faire connaître à ce personnel, le caractère sensible de ces informations.

En conséquence, il lui est interdit de les communiquer ou de les divulguer à des tiers, pour quelque raison que ce soit, sans accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur.

Le non-respect des dispositions ci-dessus pourra entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire, sans préjudice des peines prévues par les dispositions des articles 413-9 à 413-12 du code pénal relatives aux atteintes au secret de la défense nationale.

Article 7 - Droit – langue

Le droit français est le seul applicable au marché et ce, quelle que soit la nationalité du titulaire. Dans le cas où un litige interviendrait entre les parties, il sera soumis à la juridiction administrative française territorialement compétente mentionnée à l'article 5.6 de ce CCAP.

En application de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, seules les correspondances et documents relatifs à l'exécution du marché rédigés en français sont valables au plan contractuel.

Article 8 - Dispositions relatives au droit de propriété intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, le titulaire cède à titre exclusif l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats, permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales.

Ces droits sont cédés par le titulaire pour la totalité de la durée de protection légale des droits d'auteur ou de leurs ayants-droits.

La cession de ces droits est applicable dans le monde entier.

Les conditions financières de la cession sont comprises dans le montant prévu au marché.

Les droits de propriété intellectuelle des études, documents et supports produits et exécution des prestations seront cédés au pouvoir adjudicateur à l'occasion de l'admission des prestations du marché, dans le respect des dispositions de l'article 7 du CCTP n° 2024-03 du 24 janvier 2025.

Article 9 - Clause environnementale et Bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES)

9.1 Clause environnementale

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité, de santé et de préservation des personnes et des biens. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant toute la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Dans le respect d'une démarche environnementale responsable, le pouvoir adjudicateur souhaite que le titulaire privilégie, dans la mesure du possible, les échanges dématérialisés ; ce qui implique, entre autres, une vigilance particulière sur le fait que les datas centers soient le moins énergivores possible (refroidissement eau/climatisation). Le titulaire devra également disposer, dans la mesure du possible, d'un système de management de l'énergie (SMÉ – ISO 50001 : <https://certification.afnor.org/en/energie/iso-50001-energy-management-systems>) permettant de démontrer son action pour réduire ses dépenses énergétiques.

A défaut de dématérialisation, il pourra remettre les livrables sous format papier à condition de privilégier une solution d'impression respectueuse de l'environnement : impression sur papier 100% recyclé ; impression en mode « recto-verso » ; impression des deux faces du document sur une seule page ; impression en noir et blanc ; utilisation de cartouche reconditionnées ; utilisation d'encre végétales ; recyclage des cartouches vides ; etc.

Dans le respect de cette démarche environnementale et tout en garantissant la qualité des biens livrés, le titulaire est également invité à porter une attention toute particulière sur les moyens mis sur le transport et la protection des biens afin d'être le plus possible respectueux de l'environnement ; sans porter atteinte à l'intégrité des personnes ni à la qualité des biens.

En cas d'évolution juridiquement contraignante de la législation sur la protection de l'environnement, des biens ou des personnes, un modificatif au marché sera signé par les parties pour se conformer aux nouvelles règles en vigueur, dans le respect des dispositions du Code de la commande publique.

Conformément à l'article 5.4.2 de ce CCAP, le respect des dispositions légales relatives à ***l'information concernant l'obsolescence des produits manufacturés*** ainsi que l'interdiction faite pour toute personne, partie ou non au contrat, de tromper ou tenter de tromper le contractant, par quelque moyen ou procédé que ce soit, même par l'intermédiaire d'un tiers (...) ainsi que l'interdiction de pratiquer l'obsolescence programmée, qui se définit par le recours à des techniques, y compris logicielles, par lesquelles le responsable de la mise sur le marché d'un produit vise à en réduire délibérément la durée de vie, entrent également dans le champ et donc le respect de cette clause environnementale (cycle de vie du bien étendu tout en conservant ses qualités, réduction des déchets, etc.).

9.2 Bilan des Émissions de Gaz à Effet de Serre (BEGES)

Conformément à la réglementation en vigueur, l'offre des soumissionnaires devra comporter l'état de leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre et/ou de transition énergétique ; pour cela, ils pourront s'appuyer sur la méthode présentée par le Ministère de la transition écologique trouvable via ces liens : [methodo BEGES decli_07.pdf](#), [Fiche outil-Communication BEGES.pdf](#) et [Fiche pratique du Bureau Conseil Juridique Cas d'exclusion BEGES.pdf](#).

Conformément aux dispositions de l'article L. 2141-7-2 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité d'exclure de la procédure de passation d'un marché les personnes soumises à l'article L. 229-25 du Code de l'environnement qui ne satisfont pas à leur obligation d'établir un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre pour l'année qui précède l'année de publication de l'avis d'appel à la concurrence ou d'engagement de la consultation.

Article 10 - Clause sociale Facultative - Action de formation sous statut scolaire au bénéfice de jeunes en situation de décrochage scolaire

Par cet article 10, le titulaire peut s'engager à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs jeunes en situation de décrochage scolaire.

Il s'agit de jeunes entre seize (16) et vingt-cinq (25) ans, d'un niveau de qualification inférieur à celui mentionné à l'article L. 313-7 du code de l'éducation.

Cette action de remobilisation est suivie par la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) du ministère chargé de l'Éducation nationale. En cas de réalisation en dehors du territoire national, cette action est mise en œuvre par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs engagés dans la lutte contre le décrochage scolaire.

Dans le cadre du suivi de la clause sociale, le SGDSN sera assisté ou représenté par un référent « achat responsables » des services du Premier ministre, dont les coordonnées seront communiquées lors de l'exécution du marché.

Le volume horaire minimal proposé est de neuf cents heures (900 h.), à réaliser pendant la période des deux premières années du marché. Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite. De plus, il est rappelé que l'activité de ce jeune en décrochage scolaire, au sein de « l'entreprise », n'est pas obligatoirement liée à l'objet même de ce marché.

10.1 Conformément à son offre, le titulaire peut réaliser une action en faveur d'un jeune en situation de décrochage scolaire

Dans le cadre de la clause sociale, le jeune bénéficiaire du dispositif est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, la MLDS (ou l'établissement scolaire de rattachement du jeune) et le jeune (ou son représentant légal).

Le titulaire du marché reçoit le jeune dans ses locaux, en immersion complète, et l'accompagne dans les tâches qui lui sont confiées. Le jeune est accompagné par la MLDS du ministère chargé de l'Éducation nationale, qui désigne un tuteur pédagogique.

Le titulaire désigne un responsable des ressources humaines (RRH), qui est l'interlocuteur privilégié du SGDSN, ainsi qu'un référent au sein de l'entreprise. Le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique sont en relation directe.

L'action mise en œuvre fait l'objet d'une validation, par écrit, sous la forme d'un « bilan croisé » réalisé par le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique.

Au terme de son parcours, le jeune bénéficiaire du dispositif peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle).

Toutes les hypothèses de fin de parcours sont envisagées par la MLDS, à l'occasion d'un échange avec le titulaire. À tout moment, le titulaire peut dépasser les objectifs fixés par le marché.

10.2 Exécution de la clause sociale pendant la durée du marché et à l'issue du parcours

Le suivi de la clause sociale est réalisé par le SGDSN et la MLDS, qui s'assurent de la réalité de l'action mise en œuvre par le titulaire dans le cadre du calendrier scolaire.

Lors de la mise en œuvre du marché, le thème de la clause sociale est abordé (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise »).

Une réunion spécifique à la mise en application de la clause sociale est organisée, sur proposition du titulaire ou du SGDSN, dès qu'un ou plusieurs profils de jeunes sont proposés par la MLDS. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise » – qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction du ou des profils proposés par la MLDS. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise au SGDSN par le titulaire.

Le titulaire transmet également au SGSDN la convention de stage tripartite signée.

A l'issue du parcours, le tuteur pédagogique et le référent « entreprise » réalisent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale et attestant de la bonne exécution de la clause sociale par le titulaire.

À la fin de l'action de rescolarisation, le titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne des personnes bénéficiaires de la clause sociale.

10.3 Contrôle et évaluation de l'action de formation

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande du SGDSN ou de la MLDS relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution au SGDSN :

- la « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- la convention de stage tripartite ;
- l'attestation de présence du jeune bénéficiaire ;
- le bilan croisé.

Toute transmission est réalisée dans les dix (10) jours ouvrés suivant la demande par le SGDSN.

Pendant et à l'issue du parcours, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec la personne bénéficiaire du dispositif de clause sociale, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif (Cf. ci-avant).

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer le SGDSN et la MLDS. Dans ce cas, le SGDSN et la MLDS étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

Article 11 - Respect des standards d'accessibilité de la communication de l'État

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande du SGDSN relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de cet article.

Conformément aux dispositions de l'article 47 de la loi handicap de 2005 et de son décret d'application actualisé en 2019 et aux engagements pris par le CIH le 16 novembre 2020, rappelés par la Circulaire du Premier ministre n° 6227-SG du 17 novembre 2020 relative à la mobilisation interministérielle pour un État plus inclusif, la communication publique doit être accessible à tous. Il s'agit de garantir l'accessibilité des contenus sur l'ensemble des canaux de diffusion et pour tous formats réalisés.

Les contenus réalisés ou réadaptés par le Titulaire doivent donc respecter les référentiels existants applicables à la communication gouvernementale, notamment, dans le cadre de ce marché **la charte d'accessibilité de la communication de l'État** : <https://www.gouvernement.fr/charte-d-accessibilite-de-la-communication-de-l-etat>

Article 12 - Liste récapitulative des dérogations au CCAG-PI

Articles du CCAP	Dérogant aux articles du CCAG-PI
1.3 (pièces contractuelles)	4.1
3.5 (pénalités)	14
3.7 (opérations de vérification)	28
3.8 (décisions après vérification)	29
6 (mesures de sécurité et protection du secret)	5